

II - RESUME DU DOSSIER 00 28

Une psychologue contractuelle dans le service public hospitalier, en cours de licenciement conteste auprès du tribunal administratif la décision prise à son encontre. Elle sollicite l'avis de la commission pour étayer son recours.

Suite à une réorganisation décidée en septembre 1999 par le nouveau médecin-chef du service de pédo-psychiatrie dans lequel elle travaillait depuis mai 1996, la requérante accepte de n'intervenir que sur un seul lieu d'intervention, ce qui implique l'arrêt des psychothérapies en cours dans l'autre lieu où elle intervenait. Pour cela, le médecin lui accorde un délai maximum de 2 mois pour passer le relais à un collègue.

Trois semaines plus tard, le médecin-chef souhaite la fin du contrat de la psychologue avec le Centre Hospitalier ; demande qu'il réitère, auprès du directeur des Ressources Humaines, six mois plus tard, au motif que la psychologue "revendiquant le secret professionnel garde la totalité des données psychologiques concernant les adolescents et qu'il ne peut pas avoir accès aux réponses fournies par les enfants ou adolescents concernant chaque planche du test." Dès lors, il conteste à la psychologue sa "pratique déontologique en totale contradiction, dit-il, avec la loi et le fonctionnement hospitalier. "

La demande de la psychologue est accompagnée de :

- Sa lettre (5/10/1999) au nouveau Médecin-chef du service de pédopsychiatrie concernant la réorganisation du service.
- La lettre du Médecin-chef de service (26/10/1999) au Directeur des Ressources humaines du Centre Hospitalier demandant l'arrêt de son contrat.
- La lettre du Médecin-chef de service (10/03/2000) au Directeur des Ressources humaines du Centre Hospitalier se plaignant que la psychologue ne lui communique pas les données brutes des tests projectifs.

III - L'AVIS DE LA COMMISSION

La commission tient à rappeler que les questions de conflit du travail ne relèvent pas de sa compétence. Aussi, elle ne retiendra que celles concernant la déontologie des psychologues :

1. Suite à la réorganisation de son Service, un médecin-chef peut-il obliger un psychologue à interrompre des psychothérapies ?
2. Un médecin-chef peut-il obliger un psychologue à fournir les réponses brutes aux tests de personnalité (planche par planche pour les tests projectifs) dont la passation a été effectuée par ce même psychologue.

Pour la question de l'interruption des thérapies

La C.N.C.D.P. s'appuie sur l'article 16 qui envisage la situation d'un psychologue "*empêché de poursuivre son intervention*". C'est au psychologue de "*prendre les mesures appropriées pour que la continuité de son action professionnelle soit assurée par un collègue, avec*

l'accord des personnes concernées, et sous réserve que cette nouvelle intervention soit fondée et déontologiquement possible." Les deux mois accordés par le médecin-chef pour passer le relais, devraient permettre que la continuité du travail entrepris soit assurée.

La mise en place de psychothérapies dans le nouveau dispositif devra aussi respecter l'autonomie technique du psychologue et répondre aux exigences de l'article 6 qui veut que *" le psychologue (fasse) respecte(r) la spécificité de son exercice et son autonomie technique."*

Pour la question relative à la transmission par la psychologue au Médecin-chef des réponses brutes à des tests de personnalité, le Code Déontologie des psychologues répond très précisément à chacun des points évoqués.

Si le médecin n'a pas les titres requis pour exercer aussi les fonctions de psychologue, la transmission des réponses fournies par les enfants ou adolescents concernant chaque planche du test ne peut se faire, en référence à l'article 8 qui confirme que l'autonomie technique du psychologue et son devoir de respecter le secret ne peuvent être remis en cause en fonction des conditions administratives de son exercice professionnel : *" Le fait pour un psychologue d'être lié dans son exercice professionnel par un contrat ou un statut à toute entreprise privée ou tout organisme public, ne modifie pas ses devoirs professionnels, et en particulier ses obligations concernant le secret professionnel et l'indépendance du choix de ses méthodes et de ses décisions."*

D'autre part, le psychologue ne peut transmettre des données brutes sans risquer de modifier profondément les résultats. Il s'appuie, en cela, sur l'article 17 : *"La pratique du psychologue ne se réduit pas aux méthodes et aux techniques qu'il met en œuvre. Elle est indissociable d'une appréciation critique et d'une mise en perspective théorique de ces techniques"*

Le Titre I-1 rappelle ainsi que *"le psychologue préserve la vie privée des personnes en garantissant le respect du secret professionnel, y compris entre collègues"*.

Enfin, l'article 12 confirme que la responsabilité professionnelle du psychologue est une garantie pour l'usager. : *"Le psychologue est seul responsable de ses conclusions. Il fait état des méthodes et des outils sur lesquels il les fonde et il les présente de façon adaptée à ses différents interlocuteurs, de manière à préserver le secret professionnel."*

IV -CONCLUSION.

Le respect des spécificités techniques et méthodologiques de l'exercice de la psychologie constitue une garantie dans la prise en charge des patients.

**Fait à Paris, le 10 mars 2001
Pour la C.N.C.D.P.**

**Marie-France JACQMIN
Présidente**